

**fenêtres
s/ cours**

Supplément au n°512 / 26 juin 2026

**Spécial
inégalités**

**Égalités :
bousculer l'école**





mgen

GRUPE **vyv**

MGEN. Première mutuelle des agents du service public

Adosen Prévention Santé MGEN Coconstruire avec les jeunes un avenir sain, citoyen et solidaire

Fondée en 1962, Adosen est une association indépendante agréée par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Elle accomplit une mission de prévention à destination des jeunes en milieu scolaire, périscolaire et universitaire. Son champ d'intervention s'étend de la santé à la solidarité et la citoyenneté. Ses actions reposent sur une démarche pédagogique innovante : la prévention réflexive.

Des outils et actions au service du bien-être des jeunes de 3 à 25 ans

Adosen dispose d'un réseau de 30 animateurs, volontaires en service civique recrutés chaque année sur tout le territoire y compris ultramarin. Ils interviennent en binôme, à la demande et gratuitement sur des thématiques de santé, solidarité et citoyenneté, auprès des jeunes.

Adosen conçoit aussi des outils pédagogiques qui sont mis à disposition sur son site internet afin que chaque enseignant ou encadrant puisse s'en saisir.

L'association dispense par ailleurs des formations à destination des membres des communautés scolaires, périscolaires et universitaires sur ces outils et sur la prévention réflexive. L'association est certifiée QUALIOPI au titre de ses actions de formation depuis juillet 2024.

Enfin, elle apporte un soutien à des projets pédagogiques innovants grâce à un appel à projets national et annuel portant sur une thématique donnée, comme la santé au quotidien en 2024. Depuis huit ans, plus de 170 projets distingués ont pu bénéficier d'un soutien financier pouvant aller jusque 1 500 euros.

Quatre outils pédagogiques phares

Pour les jeunes à partir du collège :

- **Stéréotypes Stéréomeufs**, une websérie qui promeut l'égalité de genre.
- **Coop-Addict**, qui associe escape game, jeu de rôle et activités de réflexion pour prévenir les conduites addictives.
- **FilGood**, qui aide les professionnels de l'éducation à établir un diagnostic du bien-être de leurs élèves. FilGood repose sur une enquête en ligne, à laquelle les élèves participent anonymement qui porte sur la santé, les liens sociaux et familiaux, le sommeil, les conduites à risques...

Pour les élèves du premier degré :

- **Le Petit Théâtre Citoyen**, un outil qui promeut le vivre-ensemble et prévient le harcèlement.

Coconstruite avec des chercheuses en sciences de l'éducation et aujourd'hui déposée à l'INPI, la **prévention réflexive** est une méthode qui s'appuie sur le développement des compétences psychosociales des jeunes pour les aider à devenir acteurs de leur propre prévention.

Des outils plébiscités par les jeunes

+ de 1 million de vues pour la websérie
Stéréotypes Stéréomeufs

75 000 adolescents sensibilisés avec Coop-Addict

15 000 questionnaires FilGood complétés
chaque année

2 000 téléchargements du Petit Théâtre Citoyen
depuis son lancement

4 Égalités : bousculer l'école

Dans ce numéro spécial, Fenêtres sur cours entend poser comme un enjeu de société majeur l'égalité entre les personnes. Identifier, conscientiser les inégalités qu'elles soient

sociales, de genre, de race... ou les préjugés pouvant générer des discriminations. Agir sur les pratiques, revendiquer les moyens nécessaires, notamment en formation, pour changer la donne.



©Millerand/Naja



©Millerand/Naja

6 En chiffres, les inégalités entre femmes et hommes



©Millerand/Naja



©Hivaud/Naja

7 EVAR/S : un enjeu éducatif majeur

10 Violences sexuelles faites aux enfants

21 En chiffres, un parcours scolaire inégal

14 En finir avec les pratiques inégalitaires

reportages

9/ Montreuil : stéréotypes, voir au-delà des apparences

16/ Gradignan : filles / garçons, faire bouger les lignes

19/ Nantes : l'histoire sensible de l'esclavage



©Tréviers/Naja

interviews

8/ Fanny Gallot "Initier une dynamique d'équipe"

11/ Emmanuelle Piet "Le moment où l'enfant parle est un moment délicat et crucial"

12/ Camille Froidevaux-Metterie "Être féministe, un vaste projet de transformation de la société"

15/ Cindy Chateignier "Tout le monde peut y arriver"

17/ Éliane Viennot "Nommer les femmes"

18/ Ingrid Verscheure "Déconstruire les normes de genre"

22/ Laura Foy "L'école républicaine produit des normes de classe, de genre et de race"

FENÊTRES SUR COURS Supplément au N°512 du 26 juin 2026 / Journal du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION: Aurélie Gagnier **RÉDACTION:** Sophie Abraham, Elise Arnol, Mathilde Blanchard, Claire Bordachar, Franck Brock, Antoine Chauvel, Aurélie Gagnier, Lucie Goar, Sarah Hamoudi Wilkowsky, Amélie Lapprand, Adrien Martinez, Sandrine Monier, Delphine Ract, Anaïs Richard, Nelly Rizzo, Céline Sierra, Nicolas Wallet

CONCEPTION-RÉALISATION: NAJApresse, direction graphique: Maya Carrasco, Victoria Roma **IMPRESSION:** SIEP Bois-le-Roi

RÉGIE PUBLICITÉ: Mistral Media, 22 rue Lafayette 75009 Paris - tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO:** 4 euros **ABONNEMENT:** 23 euros

ISSN 1241 0497 / CPPAP 0430 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale

Égalités : bousculer l'école



L'école française est-elle inégalitaire ? La question ne se pose plus depuis bien longtemps. Les travaux du sociologue Pierre Bourdieu dans les années 1960 montraient déjà combien l'origine sociale et le capital culturel des familles pesaient très fortement sur les trajectoires et la réussite scolaires des élèves. Sociologues et spécialistes des sciences de l'éducation, pédagogues, didacticiens et didacticiennes ont depuis des années documenté et étayé cette analyse. Dans la période actuelle, les évaluations internationales (TIMSS, PISA) et nationales montrent des écarts de performance importants entre les élèves issus des familles les plus favorisées et les moins favorisées. Le système éducatif français est l'un des plus inégalitaires des pays de l'OCDE. Les réformes successives de l'école n'ont pas permis d'inverser cette tendance, les écarts ne cessant de se creuser. La présence d'élèves de milieux défavorisés se décline sur l'ensemble du

territoire et leur part est plus importante en éducation prioritaire. L'école devrait en tenir compte.

CONSTRUIRE L'ÉGALITÉ

Dans ce numéro spécial, *Fenêtres sur cours* propose de faire un état des lieux de ces inégalités et discriminations qui persistent dans le pays et franchissent la porte des écoles. Des constats qui se veulent sans concession, mais qui soient aussi porteurs de changements et d'avenir en mettant en avant des pratiques permettant d'aller vers une école plus égalitaire et d'agir pour enclencher une démarche à même de déconstruire l'ensemble des rapports de domination. Enjeu d'actualité majeur, l'émancipation de toutes et tous passera par une réflexion et une action globale. Bref, il s'agit ici de faire égalité, qu'il s'agisse des inégalités sociales, de genre, de race... ou de préjugés pouvant générer des discriminations. Il ne s'agit pas de les hiérarchiser,

ni de les mettre en concurrence, d'autant qu'elles s'imbriquent et s'articulent, mais de les identifier pour mieux agir.

FILLES-GARÇONS, SANS HIÉRARCHIE

Le défi de l'égalité passe par une éducation promouvant l'égalité entre filles et garçons quand les inégalités persistantes se prolongent dans la société tout entière entre femmes et hommes. Ce combat, que la FSU-SNUipp porte sans ambiguïté, a trouvé une concrétisation à la rentrée 2025 avec la mise en application du programme d'Éducation à la vie affective et relationnelle/sexuelle. Mais le programme EVAR/S reste très contesté par les mouvements les plus réactionnaires de la société. Le faire vivre pleinement dans les écoles, former les enseignantes et les enseignants est un de ces défis auxquels est confrontée la communauté éducative (lire pages 6 à 9). D'autant que l'école est le réceptacle de près



Focus

L'ÉCOLE DES INÉGALITÉS SOCIALES

Les évaluations PISA viennent tous les trois ans le rappeler : l'école française est à la fois un des systèmes éducatifs les plus inégalitaires des pays de l'OCDE et l'un de ceux où les inégalités sociales se traduisent le plus fortement en inégalités d'apprentissage. L'écart de performance entre le quart des élèves des classes sociales les plus populaires et le quart des élèves issus des milieux les plus favorisés est de 114 points en France (soit entre 30 et 40 points de plus que des pays comme la Finlande, le Canada, le Danemark). Ces inégalités d'apprentissages, creusées au cours des 25 dernières années, ont pour conséquence des parcours scolaires ségrégués : alors que les élèves des classes populaires constituent d'après l'Insee la moitié des effectifs à l'école primaire, leur part est divisée par deux à l'université.

Les mécanismes inégalitaires sont renforcés depuis plusieurs années par des politiques éducatives qui construisent « une école artificielle, organisée autour d'un élève modèle et un enseignant exécutant » explique Sylvie Plane*.

Selon la chercheuse en sciences du langage, « le programme mise sur la précocité et la référence prise est celle des plus performants ». Il mettra « un certain nombre d'élèves hors champs », en particulier ceux majoritairement issus des milieux populaires. Ces derniers, comme l'ont montré notamment les travaux des équipes de recherche en sciences de l'éducation ESCOL, ont besoin qu'on leur enseigne les postures intellectuelles requises par l'école, et non d'être cantonnés à des tâches et savoirs scolaires simplifiés. Cet échec d'une école égalitaire résulte des choix politiques. Il n'est pas une fatalité.

*Fenêtres sur cours n°497, mai 2024

du quart des signalements de violences sexuelles faites aux mineur-es (lire pages 10 et 11). Le sujet est d'autant plus crucial que la domination masculine se traduit par des violences systémiques faites aux femmes et aux enfants, renforcées aujourd'hui par la montée du masculinisme chez les jeunes. « *Le féminisme n'est pas une menace mais le projet d'une société plus égalitaire et moins binaire* », rappelle Camille Froidevaux (lire pages 12 et 13).

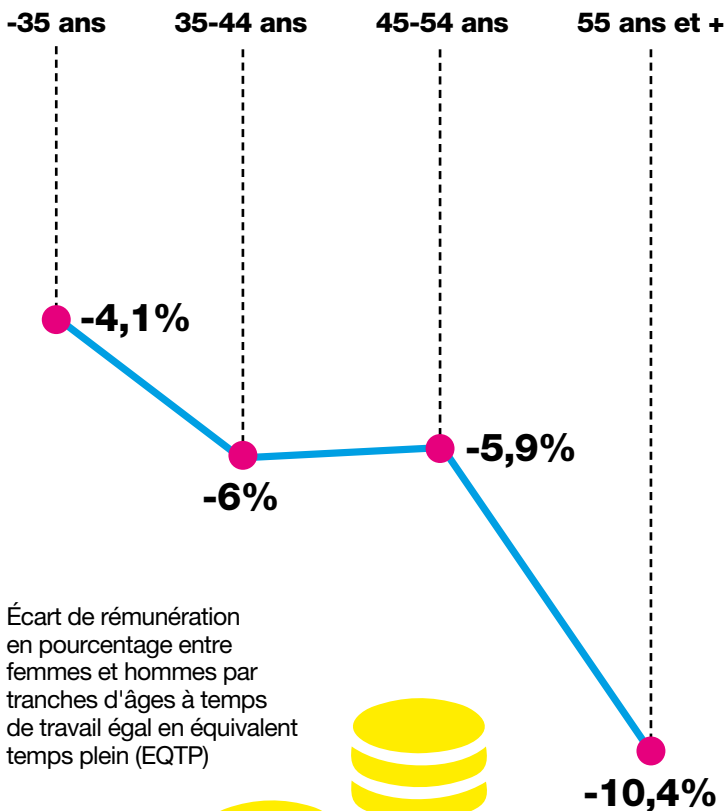
INTERROGER LES PRATIQUES

Le défi des égalités, c'est aussi celui des pratiques enseignantes. Ces dernières contribuent, en effet, à la reproduction des inégalités à l'école. Les chercheuses et chercheurs, l'ont démontré depuis longtemps (la sociologue et informaticienne Isabelle Collet en 2009, les professeurs en sciences de l'éducation, Jean-Yves Rochex et Jacques Crinon en 2011 ou encore la sociolinguiste Elisabeth Bauthier en 2015 par exemple).

Laura Foy de son côté attire l'attention sur l'altérité raciale des élèves qui se révèle elle-aussi discriminante (lire pages 14 à 21). « *L'école n'est pas un sanctuaire, elle n'est pas imperméable à tous les rapports de domination qui structurent l'ensemble du monde social*, précise-t-elle. *Si l'on prend le racisme comme un rapport de domination inégalitaire et aussi comme une norme, le corps enseignant en est pétri et le reproduit, non pas dans le but d'exclure des élèves, ni de les stigmatiser mais parce qu'il est de manière inconsciente intégré aux routines professionnelles* ». L'institution fait-elle le nécessaire pour y remédier ? Non, et pourtant il n'y a rien d'inéluctable, d'autres pratiques existent mais le ministère ne forme pas les PE, ce qui contribue à faire de la reproduction des inégalités un problème systémique. Pourtant, les personnels ont à cœur de bien faire. Laura Foy, le dit sans détour « *il y a un enjeu de formation à prendre conscience de ses pratiques et à mettre en place des pédagogies égalitaires* ».

En chiffres

ÉCARTS DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES SELON L'ÂGE, EN 2025 DANS LA FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT



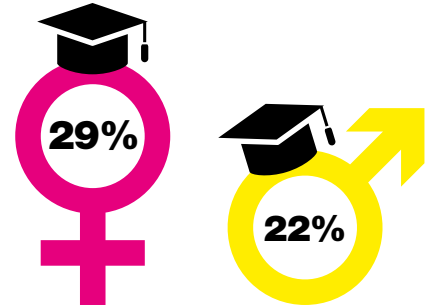
Source : Fichiers de paie DGFIP 2025, calculs DGAFFP-SDessi

10 millions

C'EST ENVIRON LE NOMBRE DE PERSONNES DE 15 ANS ET PLUS QUI ADHÈRENT AU SEXISME HOSTILE EN FRANCE

Source : Rapport haut conseil de l'égalité, 2026

NIVEAU DE DIPLÔME



29% DES FEMMES OBTIENNENT UN MASTER, UN DOCTORAT, SORTENT D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS OU DE COMMERCE CONTRE 22% DES HOMMES

Source : Depp 2026, Filles et garçons sur le chemin de l'égalité

x3

LES FEMMES PE SONT TROIS FOIS PLUS NOMBREUSES QUE LEURS HOMOLOGUES MASCULINS À EXERCER À TEMPS PARTIEL (12,3% CONTRE 4,1%)

Source : Panorama statistiques 2024-2025

PENSION MOYENNE BRUTE DES PE (mono pensionnés et polypensionnés)

FEMMES

2 632€

HOMMES

2 896€

Source : Panorama statistiques 2024-2025

HAINES EN LIGNE



LE CYBERSEXISME EST IDENTIFIÉ COMME LA PREMIÈRE FORME DE DISCOURS DE HAINES DONT 84% DES VICTIMES SONT DES FEMMES.

Source : Rapport Haut conseil de l'égalité, 2026

EVAR/S : un enjeu éducatif majeur



Depuis la rentrée 2025, les PE disposent avec le programme d'Éducation à la vie affective et relationnelle (EVAR) d'un nouvel outil qui constitue une ressource solide dans le processus d'éducation à l'égalité, avec des progressions adaptées à chaque niveau depuis la PS jusqu'au CM2. Cette éducation à l'égalité, particulièrement entre les filles et les garçons, semble d'autant plus nécessaire aujourd'hui que cette problématique reste très prégnante dans la société. Les inégalités salariales entre femmes et hommes, l'assignation toujours vive faite aux premières en matière de vie conjugale et domestique, sans parler du nombre toujours trop haut de féminicides ou une pensée masculiniste qui se renforce particulièrement chez les jeunes. Le sexisme et les violences restent à un niveau très élevé dans notre société, ce qui concourt à en faire un enjeu éducatif majeur.

LE MINISTÈRE DOIT PRENDRE TOUTE SA PART

Après le grand renoncement du ministère aux ABCD de l'égalité en 2014 sous la pression virulente et les affirmations mensongères de mouvements réactionnaires, l'arrivée d'EVAR à l'école est une avancée. L'école publique reste en effet profondément marquée par de multiples inégalités, dont celles entre les genres. Toutefois, après une année scolaire de mise en œuvre de ce programme que la FSU-SNUipp ne cesse de soutenir, le

déficit de formation des enseignant-es, ainsi que le manque d'accompagnement et de soutien institutionnels perdurent. Avec ses publications et ses stages de formation, le syndicat contribue à l'outillage des PE. Cela ne doit pas dédouaner le ministère d'y prendre toute sa part, les documents d'accompagnement et les parcours m@gistère n'y suffisent pas.

ALLER DE L'AVANT

L'État a été condamné par le Tribunal Administratif de Paris en décembre dernier pour son inaction en la matière depuis 2001, année où l'éducation à la vie affective et sexuelle a été inscrite dans la loi. Le tribunal a considéré que la publication du programme EVAR montrait que l'État agissait enfin. Toutefois, des organisations réactionnaires continuent de réclamer sa suppression, même si le Conseil d'État a rejeté leur recours en juin 2025. Malgré la vigilance portée lors des demandes d'agrément, des associations de cette mouvance cherchent à intervenir dans les écoles. Cette obligation d'agrément ne s'applique par ailleurs pas à l'enseignement privé : une dispense problématique. Aujourd'hui, la FSU-SNUipp poursuit ses interventions et actions pour l'application de ce programme, enjeu scolaire et social essentiel. C'est un levier pour la protection de l'enfance, la lutte contre les violences et les discriminations, la promotion de relations respectueuses et égalitaires entre toutes et tous.

“Initier une dynamique d’équipe”

COMMENT METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME EVAR ?

FANNY GALLOT : D’abord en ayant conscience qu’EVAR ne fait que mettre en cohérence, en les adaptant à l’âge des enfants, des enseignements déjà réalisés sur l’expression des émotions, la lutte contre les discriminations, la construction de l’égalité, la différence entre l’amour et l’amitié, la connaissance du corps... Bien sûr, s’y ajoutent des dimensions nouvelles comme la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et la question du consentement. C’est pourquoi il ne faut pas se mettre la pression en proposant un album sur l’inceste si on n’a pas les mots pour engager le débat. Il vaut mieux prendre le temps de se former, lire, regarder des vidéos, échanger en équipe. Et commencer par des séances classiques d’EMC sur l’égalité fille/garçon, la mixité des métiers, la lecture d’albums qui questionnent les stéréotypes. Enfin, face à des questions d’élèves qui peuvent désarçonner, savoir différer pour se donner le temps d’étudier les réponses.

QUELS SONT LES FREINS ?

F.G. : Malgré les objectifs précis du programme, la publication de premiers documents d’accompagnement, les PE manquent de formation spécifique en présentiel. Par conséquent, beaucoup ne se sentent pas légitimes et la mise en œuvre d’EVAR repose trop sur le volontariat de celles et ceux qui se forment en autonomie. L’autre écueil de taille est que les séances peuvent libérer la parole des enfants, notamment à propos de violences intrafamiliales. Mais, faute de moyens, les signalements réalisés ne sont pas suffisamment suivis d’effets. Les personnels sont désemparés par l’expression d’une souffrance qui ne trouve pas d’issue. Et l’entrisme d’associations traditionalistes, anti-IVG et LGBTQIA+phobes constitue une nouvelle forme d’activisme opposé à EVAR qui pèse sur l’école.



BIO

Fanny Gallot est maîtresse de conférence en histoire contemporaine, formatrice à l’INSPE Créteil. Elle a coordonné l’ouvrage collectif *Éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité. Sortir des polémiques, ouvrir des possibles*, Syllepse, 2025.

COMMENT LES LEVER ?

F.G. : Face aux doutes de parents, soumis à une désinformation intensive, il n’est pas simple de sortir d’une posture défensive, étant donné le manque de formation. Mais répondre aux questionnements en s’appuyant sur les textes officiels, rappeler les objectifs de construction de l’égalité, de lutte contre les discriminations et de protection de l’enfance suffit souvent. Il vaut mieux présenter EVAR en début d’année, avec les autres enseignements programmés, plutôt que d’annoncer la séance du lendemain, ce qui crée une forme d’exceptionnalité qui génère des résistances. Il est essentiel d’en faire un objet de travail collectif pour initier une dynamique d’équipe et partager les nombreuses ressources disponibles, des idées de séance voire opérer des échanges de service. Et ne pas hésiter à recourir aux associations agréées dont le Planning familial et aux infirmières scolaires ou assistantes sociales, certes débordées mais formées.

QUE FAIRE POUR ALLER VERS UNE PÉDAGOGIE ÉGALITAIRE ?

F.G. : La pédagogie égalitaire implique de considérer l’ensemble des élèves en proposant des supports auxquels tous

“L’égalité ne se confond pas avec la tolérance qui charrie toujours un rapport de pouvoir entre ceux qui tolèrent et d’autres qui sont tolérés”

et toutes peuvent s’identifier. Dans les énoncés d’exercice, les affichages, il s’agit de donner à voir des modèles d’enfants différents, en situation de handicap, racisés, ou qui ont des doutes sur leur genre. Éviter les coins jeux associés à un genre, les albums représentant les garçons à l’extérieur et les filles à l’intérieur ou au contraire se référer à des plombiers et des esthéticiens en grammaire, permet de sortir de visions stéréotypées normatives. L’égalité ne se confond pas avec la tolérance qui charrie toujours un rapport de pouvoir entre ceux qui tolèrent et d’autres qui sont tolérés. Offrir des supports d’identification variés dès la PS ouvre d’emblée le champ des possibles et évite de construire des normes pour avoir à les déconstruire ensuite. Repenser la répartition de la parole en classe est également un enjeu essentiel auquel associer les élèves pour les faire participer activement à la construction de l’égalité.

Voir au-delà des apparences



À Montreuil, des élèves de CM1 apprennent à identifier les stéréotypes pour mieux les déconstruire.

« Douces, belles, intelligentes, polies, nulles en foot, maitresses... puis « violents, arnaqueurs, insensibles, rapides à la course » Ce sont les premiers mots qui viennent à l'esprit des élèves de CM1 de l'école Joliot Curie 2, classée en Rep à Montreuil (Seine-Saint-Denis) pour décrire respectivement les filles et les garçons. Une manière pour Jessy Dessaix, leur enseignante, d'introduire une nouvelle séance d'Evar sur les stéréotypes et leurs conséquences. « Il n'y a pas de bonnes ou mauvaises réponses, leur rappelle-t-elle, ce qui compte c'est de comprendre ce qui se

reportage

reportage passe dans notre tête ». Pour ce faire, les élèves continuent avec l'analyse d'images diverses. « Moi je pense que le garçon est le chef cuisinier et la fille l'apprentie », propose Lounès. « Non c'est l'inverse, affirme Elina, parce que la fille observe la façon dont il coupe les légumes, elle vérifie ». Il faut dire que les élèves de cette classe sont sensibilisés depuis le CP à ne pas se fier à leurs premières impressions. L'enseignante propose une nouvelle image : « Où vit cette personne ? Que fait-elle ? » demande Jessy Dessaix. « Il vit dans une ville, il y a des bâtiments » commence Aïcha. « Il a des habits de sport, il doit faire du basket » complète Lounès. C'est la surprise générale quand leur enseignante leur annonce que c'est une fille. Comme quoi, même si on est sensibilisé, les stéréotypes ont la vie dure.

LIBRE DE PENSER, INTERDIT DE DISCRIMINER

« Les stéréotypes amènent à des préjugés » explique Jessy à ses élèves, c'est-à-dire qu'on

va juger quelqu'un sur son apparence avant même de le connaître ». Naïm rebondit : « c'est comme quand Aziz est arrivé, je l'ai invité à jouer au foot parce que je croyais qu'il aimait mais en fait ce n'était pas le cas ». « Comme dans le livre avec Boris et Ulysse qu'on avait lu en classe, sauf que dans l'histoire ils se bagarrent » ajoute Elina. « Exactement, reprend l'enseignante, tout le monde a des préjugés et du moment que cela reste dans nos pensées en soi ce n'est pas grave. Le problème, c'est quand ces préjugés amènent à des actes de discrimination, c'est-à-dire des mises à l'écart, des insultes, des violences physiques. »

Une séance rondement menée pour rappeler l'importance de la liberté de penser autant que l'interdiction légale de discriminer. « C'est important que les élèves prennent conscience de ce mécanisme de discrimination. » explique l'enseignante. Mais cette ancienne comédienne ne s'arrête pas là. « Je viens aussi avec ma trousse théâtrale pour mettre en scène ensuite avec eux des saynètes, à la manière du théâtre forum, pour ressentir comment on se sent quand on est discriminé et en modifier le cours ». Elle en est convaincue, « ce travail de compréhension et de distanciation permet de libérer la parole, mais aussi de donner les clés de déconstruction et de désamorçage ». L'idée pour elle est de leur permettre de se construire de la manière la plus libre possible, défaits de l'influence des stéréotypes, de choisir, leurs activités, leur parcours scolaire mais aussi plus tard leur métier.

TOUT UN PROGRAMME

Le programme d'éducation à la vie affective, relationnelle/et à la sexualité (EVAR/S) vise notamment « l'égalité de considération et de dignité, en particulier entre les femmes et les hommes » et « contribue à la lutte contre les discriminations ». Les objectifs d'apprentissage pour chaque niveau sont détaillés et approfondis au fil de la scolarité comme par exemple à la maternelle « découvrir les différentes structures familiales et les respecter », dès le CE1 « promouvoir les relations égalitaires » ou encore au CM2 « prévenir les risques liés à l'usage du numérique et d'internet ». Des démarches et des activités sont aussi proposées dans les textes. Autant d'éléments pour mettre en œuvre un véritable enseignement de l'éducation relationnelle et affective lors de séances spécifiques mais aussi lors de temps d'apprentissage déployés à partir des autres enseignements. Mais pour que cela devienne effectif, une formation de tous les personnels doit être mise en place.

TEXTES RÉGLEMENTAIRES, RESSOURCES PÉDAGOGIQUES, PODCASTS, DOCUMENTAIRES ET ALBUMS DE LITTÉRATURE...

sont disponibles sur snuipp.fr pour aider à la mise en œuvre du programme EVAR/S



Violences sexuelles : un quart des révélations fait à l'école

Près du quart des signalements de violences sur les enfants est fait à l'école, les enseignantes et enseignants en sont les premiers récepteurs. L'urgence est à l'action pour faciliter la parole des enfants. Le plan "Brisons le silence", bien que limité au temps des voyages scolaires avec nuitée et peu adapté aux plus jeunes, vise à détecter et prendre en charge les situations de violences. Le programme EVAR/S est un outil important. La littérature de jeunesse est aussi l'un des médias pour aborder le sujet. Mais une fois la parole de l'enfant révélée, comment l'accueillir, vers qui se tourner ? Là aussi il y a un vide à combler.

1/10

Une ou un enfant sur dix est victime de violences sexuelles et d'inceste soit 2 à 3 élèves par classe.

Source: rapport de la Ciivise 2023

81%

Dans 81% des cas, l'agresseur est un membre de la famille, dans 22% des cas, c'est un proche de l'enfant et de ses parents.

Source: rapport de la Ciivise 2023

Opinion

DONNER LA LÉGITIMITÉ DE DIRE "NON"

Trois types d'ouvrages de littérature de jeunesse permettent d'aborder les violences sexuelles faites aux enfants, selon Cendrine Waszak*. « Des ouvrages de prévention qui ont pour fonction d'identifier l'agresseur [...], des ouvrages qui racontent l'agression où l'enfant est amené à s'identifier au personnage du livre [...] et des ouvrages très symboliques [...] dans lesquels est présentée une situation de jeu où dans un premier temps le grand peut apparaître comme un adulte de confiance, puis petit à petit, la situation dérive vers une situation de violence ».

Mais l'usage des ouvrages de prévention, tout comme ceux qui racontent une agression s'avèrent difficile en classe, alerte la chercheuse « car la nature de la violence-sexuelle- et de l'agresseur - le père, le frère- sont très explicites », ce qui peut être « violent pour les enfants et les familles ». En revanche, les ouvrages symboliques sont les plus adaptés à la classe. Ce type d'album « traite des violences de manière assez délicates pour ne pas heurter la sensibilité d'enfants qui ne comprendraient pas de quoi il s'agit » mais les violences sexuelles « sont en creux et un enfant qui aura subi ce type de violence pourra se reconnaître ». Lire ces livres, « c'est donner aux enfants la légitimité de dire "non" ».

*Interview de Cendrine Waszak, Fenêtres sur cours, spécial 23^e Université d'automne

“Le moment où l'enfant parle est un moment délicat et crucial”

L'ÉCOLE, UN LIEU IMPORTANT POUR RECUEILLIR LA PAROLE ?

EMMANUELLE PIET : Oui, très important. Parce que tous les enfants y vont et y passent beaucoup de temps. Mais aussi parce qu'ils y sont sans les parents et c'est essentiel quand on sait que beaucoup de violences sont intra familiales. 23 % des signalements sont d'ailleurs faits à l'école. Le dépistage pourrait encore être plus important. On passe encore à côté de bon nombres de situations puisqu'on estime qu'entre 2 et 3 enfants par classe sont concernés. Dans certains endroits, des interventions faites par des professionnels comme la PMI, l'aide sociale à l'enfance, les CMPP, la police permettent de libérer encore davantage la parole.

SUR QUOI FAUT-IL EXERCER UNE VIGILANCE ?

E.P. : N'importe quel changement de comportement doit interroger. Que ce soit une détérioration ou dans l'autre sens des enfants qui se font oublier. Tout recul ou retard d'acquisition peut aussi être un symptôme. Un élève qui est très « pénible », souvent c'est un appel au secours et on doit l'aider. Il faut lui demander ce qui se passe. L'explication peut bien sûr être toute autre- comme la mort du chat- mais l'important est de comprendre pourquoi ce changement. On peut échanger sur ces situations en équipe et rencontrer la famille. L'enfant peut avoir besoin de temps pour parler et il doit sentir que l'adulte est disponible. Il choisit rarement les moments propices pour parler. Il va plutôt se glisser dans les interstices. Si on voit qu'il va parler là maintenant, il faut tout mettre en œuvre pour être disponible, en demandant aux collègues de prendre en charge les autres enfants par exemple.

QUELLE CONDUITE TENIR ?

E.P. : Le moment où l'enfant parle est un moment délicat et crucial. Les agresseurs mettent souvent en place des stratégies pour se protéger, menaçant l'enfant de représailles s'il parle ou des conséquences que cela aurait sur sa famille. C'est aussi difficile pour celui ou



BIO

Emmanuelle Piet

est médecin de la PMI, présidente du Collectif Féministe Contre le Viol.

“Quand l'enfant a le courage de parler, il est important de noter très vite ce qui est dit en essayant d'écrire les mots exacts prononcés, son vocabulaire, sans les édulcorer”

celle qui recueille la parole. L'enfant va dire des choses violentes, que l'on n'a pas envie d'entendre. Le cerveau va tout faire pour ne pas enregistrer les horreurs. Donc quand l'enfant a le courage de parler, il est important de noter très vite ce qui est dit en essayant d'écrire les mots exacts prononcés, son vocabulaire, sans les édulcorer. S'il a dit « obligé » on ne note pas « demandé ». S'il a précisé le moment, on l'écrit. On évite de le faire répéter. Si on en a vraiment besoin, on peut le faire en notant devant lui mais sans donner l'impression d'être choqué ou dégoûté, sinon il risque de se refermer. Le rôle de l'adulte est de s'appuyer sur le droit. « Ton papa- ou ton tonton, ou...- n'a pas le droit. Tu n'y es pour rien. Je vais t'aider ». Ces trois phrases simples suffisent et sont importantes.

QUI ET COMMENT ALERTE ?

E.P. : Cela dépend. Si l'enfant ne va pas bien, que l'on s'interroge, on peut déclencher une information préoccupante pour comprendre ce qu'il se passe. S'il fait des révélations qui relèvent de délits ou de crimes, il y a urgence. S'il parle de viol ou de tout fait rapportant à

un danger grave ou imminent, un signalement au procureur de la République doit être fait sans délai avec une copie à l'IEN pour le DASEN, le tout sans prévenir les familles. Devant la violence de ce qu'on entend et l'urgence à intervenir, il faut s'y être préparé et savoir quoi faire. Avoir dans le bureau des fiches techniques avec les différentes procédures, les mails et téléphones des différents services – brigade des familles, secrétariat du procureur, CRIP, Samu- permet d'être efficace.

SIGNAUX D'ALERTE, DÉMARCHES À SUIVRE, RESSOURCES...

Pour agir face aux violences faites aux enfants, la FSU outille les PE avec un livret téléchargeable :



“Être féministe, un vaste projet de transformation de la société”

OÙ EN EST-ON DES DROITS ET DE LA PLACE DES FEMMES AUJOURD'HUI EN FRANCE ET QUELS RÔLES ONT EU LES MOUVEMENTS FÉMINISTES ?

CAMILLE FROIDEVAUX-METTERIE : La conquête des droits pour les femmes s'est faite grâce aux mobilisations féministes successives : droits civils et politiques au début du 20^e siècle, droits reproductifs - contraception et avortement - dans les années 1970, et plus récemment, ce que j'appelle « la bataille de l'intime » qui a concerné tous les sujets corporels : règles, sexualité, violences sexuelles - #metoo -, accouchement, post-partum et ménopause. Mais je souhaiterais rebondir sur l'actualité qui nous permet de constater la permanence de la sur-masculinisation de la vie politique. En dépit des dispositifs visant à favoriser l'égal accès à la vie politique, la représentation des femmes reste toujours aussi insuffisante. Depuis les dernières municipales, nous avons seulement 23% de femmes maires, c'est à peine plus qu'en 2020 où elles étaient 20%. Au gouvernement, la parité est certes

respectée dans les chiffres, mais les femmes occupent rarement des ministères régaliens comme l'Intérieur ou la Justice, elles sont trop souvent reléguées aux secrétariats d'État. Notre société est égalitaire dans ses principes, mais les statistiques témoignent d'une résistance très têtue à la féminisation des leviers du pouvoir.

LES ACQUIS FÉMINISTES SONT-ILS AUJOURD'HUI FRAGILISÉS ?

C.F.-M. : Oui, j'observe une remise en cause de plus en plus évidente des droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans nos démocraties. Le grand tournant est selon moi la décision de la Cour suprême étasunienne de juin 2022 renversant la garantie fédérale du droit à l'avortement. C'est non seulement une atteinte très grave à la liberté des femmes de disposer de leur corps, mais c'est aussi une régression démocratique car les femmes sont ramenées à leur fonction procréatrice et perdent leur statut de sujets de droits. Comment concevoir qu'une femme soit aussi libre et égale qu'un homme si elle doit



© Lam Production

BIO

Camille Froidevaux-Metterie est philosophe et professeure de sciences politiques. Ses recherches portent sur les thématiques liées au corps des femmes entre objectivation-alienation et émancipation-réappropriation. Elle a récemment dirigé l'ouvrage collectif *Théories féministes* paru en septembre 2025 au Seuil.

subir des grossesses non désirées ? En France, je vois des signes inquiétants comme les difficultés rencontrées par le Planning familial liées à un déficit de financement public, ou encore l'obsession de notre Président pour le « réarmement démographique », soit une conception de la vie des femmes d'un autre âge, pensée au seul prisme de leur capacité d'enfantement.

LE MASCULINISME REVIENT DANS LE DÉBAT PUBLIC. COMMENT LE DÉFINIR ET QUELS SONT LES DANGERS ?

C.F.-M. : Le masculinisme est une réaction idéologique hostile au féminisme. C'est un contre-projet social de « réenfermement » des femmes dans leur rôle traditionnel au sein de la sphère domestique. Pendant longtemps, les idéologies antiféministes étaient le fait des mouvements de la frange religieuse et conservatrice de la société française. Le danger majeur

“Un projet commun d'émancipation”

est qu'aujourd'hui ce mouvement touche les plus jeunes via les réseaux sociaux. Un tiers des jeunes hommes considèrent aujourd'hui qu'une femme doit écouter son mari, 43 % pensent qu'une femme qui multiplie les partenaires "ne se respecte pas". C'est une vaste offensive, à la fois réactionnaire, patriarcale et fascisante, qui a une influence très forte. 66 % des hommes de 16-34 ans connaissent au moins un influenceur masculiniste et 37 % consultent régulièrement ces contenus. On observe une polarisation importante accentuée par les bulles algorithmiques : les jeunes filles sont de plus en plus féministes et les jeunes hommes de plus en plus masculinistes.

COMMENT ROMPRE CE CERCLE VICIEUX DE POLARISATION ?

C.F.-M. : C'est un enjeu politique et féministe que d'essayer de permettre aux hommes de prendre leur part dans nos luttes. Beaucoup d'hommes hésitent à s'engager par peur d'être mal reçus étant « la source du problème », on peut avoir du mal à considérer qu'ils puissent être une partie de la solution. Au collège et au lycée, les garçons ont souvent le sentiment d'être incriminés par le discours féministe, ce qui les braque et les jette dans les bras des masculinistes qui, eux, leur proposent un modèle de puissance. Nous manquons cruellement de modèles d'hommes publics féministes. C'est pourquoi des outils comme le documentaire *Les Petits Mâles* de Laurent Metterie, auquel j'ai collaboré, sont essentiels. Ce film donne la parole à trente garçons de 7 à 18 ans sur des thèmes essentiels, tels que les tâches domestiques, les violences sexistes ou la sexualité. Il permet aux garçons de se regarder dans un miroir et de comprendre que

le féminisme n'est pas une menace, mais le projet d'une société plus égalitaire et moins binaire, où les injonctions pesant sur les garçons - à la puissance, à la performance, à la constance - disparaîtront.

DANS CE CONTEXTE, QU'EST-CE QU'ÊTRE FÉMINISTE AUJOURD'HUI ?

C.F.-M. : C'est d'abord être en résistance et s'inscrire dans une « constellation » de courants divers, pluriels, parfois conflictuels, mais unis par un projet commun d'émancipation. C'est pourquoi je dis que le féminisme est une grande doctrine politique. Au-delà des droits des femmes, il englobe désormais les droits des personnes LGBTQI+, la lutte contre le racisme, les discriminations liées aux handicaps ou l'âgisme. Je considère qu'être féministe aujourd'hui, c'est participer à un vaste projet de transformation de la société tout entière pour lutter contre les oppressions liées à des conditions corporelles spécifiques. Malgré la lassitude que l'on peut

“Permettre aux hommes de prendre leur part dans nos luttes”

éprouver face à l'hostilité ambiante, l'espoir réside dans ces nouvelles générations de jeunes filles qui refusent désormais les sexualités décevantes, les injonctions en tous genres et les violences patriarcales. Après deux siècles à essayer de renverser le patriarcat, le découragement nous saisit parfois, mais la joie militante doit demeurer un moteur.

QUEL RÔLE DOIT JOUER L'ÉCOLE DANS CETTE TRANSFORMATION ?

C.F.-M. : L'école est le lieu central de la lutte pour l'égalité. C'est là que s'articulent l'apprentissage des savoirs avec l'apprentissage du vivre-ensemble, ce qui inclut la déconstruction de la représentation des filles comme des « objets à disposition » des garçons. Pourtant, j'observe une frilosité, voire un refus des pouvoirs publics de se saisir réellement du sujet. Je ne me suis toujours pas remise de la "reculade" socialiste sur les ABCD de l'égalité en 2014. Ce dispositif de bon sens, qui aidait à déconstruire les stéréotypes dans les manuels, a été sacrifié sous la pression de groupes traditionalistes. Aujourd'hui, nous avons le programme d'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS), mais après vingt ans d'inaction, le manque de moyens pour la formation des enseignants et enseignantes est immense. C'est selon moi un des enjeux majeurs des années à venir, car la lutte contre les violences faites aux femmes, aux enfants et aux personnes LGBTQI+ ne doit pas reposer sur les seules familles, la transmission y est trop inégale selon les milieux socio-économiques ou religieux, elle doit constituer un engagement de toute la société via ses institutions publiques, à commencer par l'école.

En finir avec les pratiques inégalitaires



Les pratiques pédagogiques des enseignant-es participent-elles à la reproduction des inégalités sociales à l'école et quelle influence cela a-t-il sur le parcours scolaire de leurs élèves ? À cette question, les chercheurs et chercheuses en sciences de l'éducation, les pédagogues, didacticiens et didacticiennes s'y intéressent depuis longtemps et ont déjà répondu par l'affirmative. Mais les choses ont-elles changé ? L'institution a-t-elle fait le nécessaire pour y remédier ? Pas vraiment, selon Laura Foy « *L'école a un idéal républicain d'égalité entre les individus et se donne pour mission de lutter contre les discriminations mais, dans le même temps, elle produit des normes de classe, de genre et de race.* » Et ces facteurs sociaux sont souvent non conscientisés par les PE qui « *distribuent plus fréquemment la parole aux élèves de milieu favorisé* », les « *laisse davantage faire quand ils coupent la parole et recadrent davantage les enfants de milieux populaires* », explique le chercheur en psychologie sociale Sébastien Goudeau (lire page 17). Les pratiques inégalitaires sont aussi à l'œuvre en fonction du genre des élèves. « *Cela se traduit par des interactions différenciées usant d'un vocabulaire genré. De plus, on encourage ou sollicite de manière inégale, davantage les filles pour restituer ou exécuter, les garçons pour réfléchir ou prendre des initiatives* », note Ingrid Verscheure, professeure en sciences de l'éducation (lire page 18).

PAS DE FATALITÉ

Faut-il pour autant s'y résigner ? Ce n'est pas l'avis de Murielle Couilleau, enseignante en CE2 à Paris. « *Cette permanence des inégalités et le fait que nos pratiques y participent m'est devenue une interrogation prégnante. Alors me dire que je fais aussi partie du problème a généré une envie d'agir* » confie-t-elle (lire page 15). L'enseignante a interrogé ses pratiques, traque les habitudes inégalitaires et, avec son équipe, bouscule son enseignement. Malheureusement, les résultats de la recherche qui identifient les pratiques égalitaires, sont très peu diffusés auprès des PE. Pourtant les ressources ne manquent pas. Par exemple, avec la Toile de l'égalité, Isabelle Collet, professeure en sciences de l'éducation, propose des outils concrets pour mettre en œuvre une pédagogie égalitaire. À consommer sans modération.

2 QUESTIONS À....



CINDY CHATEIGNIER
est maîtresse de conférences
en psychologie sociale.

« TOUT LE MONDE PEUT Y ARRIVER »

1.

QU'EST-CE QUE LA MENACE DU STÉRÉOTYPE ?

C'est une situation qui prend vie dès qu'un individu produit une performance sous le regard de jugement d'un autre. Cela va toucher les membres des groupes qui sont négativement stéréotypés, tels que les femmes, les groupes racisés, de classe sociale défavorisée... mais aussi les étudiantes et étudiants issus de bacs technologiques... Ce phénomène va faire que lorsqu'une personne se retrouve en situation

d'évaluation, des pensées négatives en lien avec l'infériorité supposée - comme « je n'y arriverai pas » ou « je suis nulle » - vont occuper une partie de ses ressources cognitives, en particulier la mémoire de travail. C'est le cas des filles présumées inférieures en mathématiques mais aussi des femmes en situation de passer le code par exemple. Ces pensées intrusives, ces émotions telles que la colère, la peur ou l'anxiété, accaparent une partie de la concentration et entraînent des résultats inférieurs à ceux obtenus lorsque la personne perçoit que le stéréotype n'est pas applicable à la situation.

2.

EXISTENT-ILS DES MOYENS POUR LES RÉDUIRE ?

Pour contourner ce mécanisme, il s'agit de réfléchir aux modalités de

travail proposées. Ainsi le temps limité, le chronométrage, renforcent les effets de chute des performances. Laisser du temps permet donc de faire disparaître cette menace. De même, on peut penser que toute situation qui évite d'exposer à la visibilité, de comparer, peut réduire cette menace. A une autre échelle, on peut également interroger le « modèle de rôle », c'est-à-dire donner en exemple des personnes dont on valorise les réussites en les associant au travail, à l'effort et non à une qualité qui serait intrinsèque. Cela donne l'idée que tout le monde peut y arriver. De même favoriser les buts de maîtrise : concevoir des évaluations formatives en considérant le savoir en construction permanente ; a contrario des buts de performance et d'un « faire mieux que les autres ». Cela évite l'essentialisation car le stéréotype, lui, renvoie à une infériorité définitive. Enfin, de manière générale, la posture d'attention égalitaire participe aussi à déjouer ces menaces.

portrait- témoignage

« ÉVITER LE RETRAIT DE CELLES ET CEUX QUI SE SENTENT MOINS AUTORISÉS »

« Cette permanence des inégalités et le fait que nos pratiques y participent m'est devenue une interrogation prégnante. Alors me dire que

je fais aussi partie du problème a généré une envie d'agir au quotidien » explique Murièle Couilleau, enseignante en CE2 dans le XV^{ème} parisien.

Pour cette maîtresse-formatrice l'enjeu se situe autant du point de vue de ses gestes professionnels que de la formation. C'est particulièrement dans le cadre d'un collectif, avec sa directrice, avec ses collègues qui lui ont

ouvert les portes à l'occasion de son mémoire de Master, qu'elle questionne les stéréotypes de métier. La récitation d'une poésie devant toute la classe qui intimide, le lever de l'ardoise en calcul mental qui médiatise les échecs de certain-es, le cours dialogué qui masque les inégalités de prise de parole... sont des habitudes qu'elle remet en question.

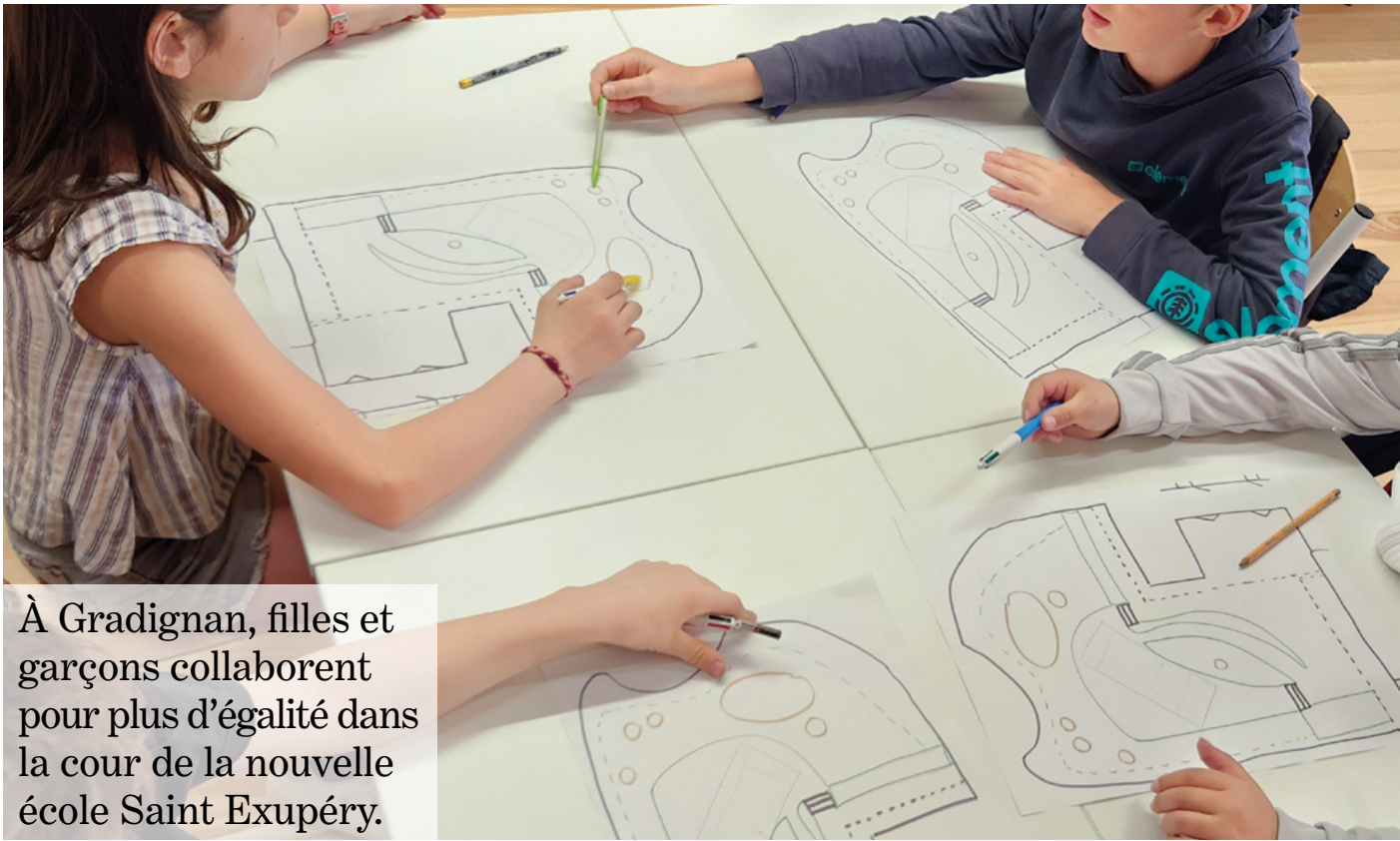
PRÉOCCUPATION COMMUNE

En classe, Murièle favorise les situations de coopération, tente d'écarter toute hiérarchisation, notamment implicite. Elle veille particulièrement à une régulation des échanges pour éviter le retrait de ceux et celles qui se sentent moins autorisés,

priviliégiant « la légitimité de toutes et tous plutôt que le déroulement didactique rapide ou une forme de paix sociale en laissant fonctionner l'ordre dominant ». Elle tient compte dans ses préparations des temps de réflexion et de recherche nécessaires aux élèves. De même, elle pense sa consigne avec précision. Pour elle, c'est en sortant de la solitude de la classe que l'on peut chausser des lunettes égalitaires et envisager le travail comme une solution. « Il s'agit de développer ensemble notre capacité à questionner et analyser ces situations discriminantes malgré nous, à identifier les biais inégalitaires, sans culpabilité, sans jugement. Se bousculer par le partage ! »



Bouger les lignes



À Gradignan, filles et garçons collaborent pour plus d'égalité dans la cour de la nouvelle école Saint Exupéry.

« Avant, dans l'autre école, les garçons étaient tout le temps en train de jouer au foot au milieu de la cour et les filles étaient sur les bords ». « Maintenant que la cour est plus petite, on se rencontre plus souvent entre garçons et filles et on joue ensemble », expliquent Emma, Coline, Salim et Maxence interrompant leur jeu de trappe-trappe à l'ombre du grand cèdre. La récréation est un moment serein dans ce nouveau groupe scolaire Saint Exupéry à Gradignan en Gironde où les élèves expérimentent de nouveaux espaces. La nouvelle cour est beaucoup plus réduite que l'ancienne, mais elle est végétalisée et de nombreuses zones sont délimitées. Un préau en bas de la cour avec des bancs, un cercle de rondins avec un revêtement de copeaux pour se poser, faire de la gym ou de la danse, de la végétation, de grands arbres, un grand espace central avec des marquages au sol en haut ou encore des marches qui se transforment en autant de fauteuils collectifs font le bonheur de ces élèves. « L'école a ouvert en septembre et pour l'instant, nous avons juste défini avec

les délégués de classe l'espace du bas comme plutôt calme et serein et celui du haut comme dynamique », précise Virginie Morin, directrice de ce groupe scolaire. L'équipe a commencé à observer l'occupation de l'espace. « La zone avec les rondins est mixte avec notamment des parcours improvisés », analyse Vincent Martinez, enseignant de CM2. Mais même s'il n'y a pas de cage de foot, il note que « l'espace central est principalement occupé par les garçons ». Quant à la pause méridienne, où l'ensemble des élèves des 11 classes sont dans la cour en même temps, elle nécessite encore des aménagements.

LES IMPRESSIONS DES ÉLÈVES AU CENTRE

« Maintenant que les élèves ont pris possession des lieux, nous allons travailler sur leur ressenti », annonce Virginie. Et c'est avec Vincent qu'elle mène la première séance de « face à face pédagogique ». Les 26 CM2 planchent autour d'un plan de la cour de récréation. « J'indique où je joue le plus souvent, en mettant un F ou un

G, et si je joue le plus souvent avec des filles ou des garçons. Je dessine mes déplacements avec des flèches. Enfin, je note quels sont les espaces où d'après moi, il n'y a que des garçons, que des filles ou de la mixité ». La directrice est rodée à cet exercice. Suite à une conférence en 2022 où elle a rencontré la géographe Edith Maruéjols*, elle a déjà mis en œuvre cette pratique dans son ancienne école. « Ça permet d'objectiver et de s'appuyer sur les perceptions des élèves, explique-t-elle, pour mettre en place des plannings d'occupation et de nouveaux jeux plus inclusifs. ». C'est aussi une porte d'entrée pour travailler en équipe la question de l'égalité fille-garçon tout le long de la journée tant dans les contenus que dans les pratiques enseignantes. Mais aussi avec le périscolaire, la mairie ou les familles. Pour l'équipe enseignante, tout le monde y gagne car construire un espace égalitaire, c'est verbaliser, partager, négocier, débattre et *in fine* donner du pouvoir à tout le monde.

* Edith Maruéjols, *Faire je(u) égal. Penser les espaces à l'école pour inclure tous les enfants*, Ed Double Ponctuation 2022

Droit à la parole

La distribution inégale de la parole en classe selon l'origine sociale ou le genre peut être corrigée par la prise de conscience des facteurs qui la sous-tendent.

« Les élèves issus de milieux favorisés répondent plus souvent aux questions (...) et leur prise de parole est plus longue que celles des enfants de milieux populaires ». Telle est l'une des conclusions de la recherche coordonnée par le chercheur en psychologie sociale Sébastien Goudeau*. Loin d'être neutre et équitable, la prise de paroles en classe est ainsi soumise à des biais sociaux et de genre, dès la maternelle. Encouragés par une socialisation familiale qui les « invite à exprimer leur opinion », les enfants des milieux favorisés sont confortés tôt dans « l'idée que ce qu'ils ont à dire est intéressant et mérite d'être entendu ». Les différences d'expériences culturelles valorisées par les attendus scolaires jouent également en défaveur des enfants de milieux populaires, déjà invités dans leur environnement familial contraint à ne pas « se mettre en avant et « faire son intéressant » ».

COMPRENDRE POUR AGIR

Ces facteurs sociaux, invisibilisés par les enfants eux-mêmes, sont souvent non conscientisés par les PE qui, malgré

leur souci d'équité, « distribuent plus fréquemment la parole aux élèves de milieux favorisés », les « laisse davantage faire [quand ils coupent la parole] et recadrent davantage les enfants de milieux populaires ». Un même déséquilibre fondé sur des représentations socialement différenciées opère entre filles et garçons. « Ainsi, s'attendre à ce que les garçons soient plus agités entraîne une plus grande tolérance à l'égard de leur comportement, ce qui les amplifie et les amène à prendre plus de place », y compris dans la prise de parole en classe, analyse Mireille Baurens**, maîtresse de conférence en étude du genre. L'agrégat de ces inégalités n'est toutefois pas une fatalité. Compter les prises de paroles, d'observer sa pratique sur un enregistrement vidéo ou s'observer mutuellement entre PE permet une prise de conscience pour agir sur ses réactions aux énoncés des élèves, réfléchir à la distribution des rôles dans les travaux de groupe ou éviter de solliciter le récit oral d'expériences vécues en dehors de l'école, vecteur d'inégalités scolaires.

*Fenêtres sur cours, n°508 spécial UDA, novembre 2025

**Fenêtres sur cours, n°486 spécial UDA, novembre 2022

LES FEMMES DANS LES MANUELS

« Pour les filles, le peu de diversité et la faible valorisation des modèles d'identification proposés, tant dans les médias que dans les manuels scolaires, font baisser leur estime d'elles-mêmes ». Le ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles* dresse ce constat et alerte sur le contenu des manuels scolaires: « l'image des hommes et des femmes continue de subir un traitement différencié moins valorisant pour les femmes » et sous représentées, avec plus d'un homme pour trois femmes. De plus, selon les études du Centre Hubertine Auclert une présentation des femmes comme « épouses, amantes ou muses » est toujours d'actualité et « les manuels véhiculent très peu de représentations émancipatrices des femmes ». Avancée notable, suite aux interventions syndicales, les programmes de maternelle de 2026 par exemple présentent enfin autant d'artistes femmes que hommes.

*Sexes et manuels, Promouvoir l'égalité dans les manuels scolaires

2 QUESTIONS À...



ÉLIANE VIENNOT*

est historienne et professeuse émérite de littérature française.

«NOMMER LES FEMMES»

1.

L'ENSEIGNEMENT DU LANGAGE ÉGALITAIRE PERMET-IL D'AVANCER VERS L'ÉGALITÉ ?

Oui, il est plus facile d'apprendre un langage égalitaire que de devoir déconstruire de mauvaises habitudes une fois adulte. Le langage est un outil de compréhension du monde. Faire apparaître les mots désignant les deux sexes est très important. Les enfants se projettent différemment sur leur futur métier si on leur propose une liste avec un seul mot pour le désigner selon les stéréotypes genrés : infirmière, pompier... ou une liste avec les deux mots, infirmier infirmière, pompier pomprière...

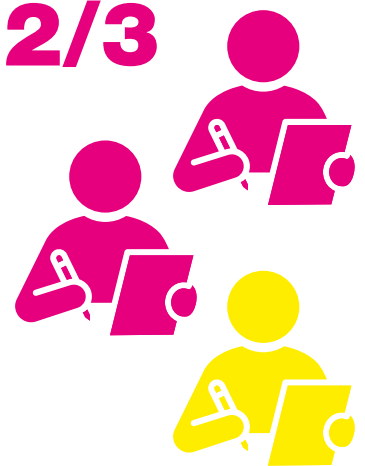
2.

COMMENT PEUT-IL ÊTRE ENSEIGNÉ ?

Cela passe par nommer les femmes correctement, notamment leurs métiers, leurs fonctions. Une femme est autrice, officière, doctresse... Pour parler d'une population mixte, les deux mots doivent aussi être utilisés. Dire « le blé est cultivé par des paysans et des paysannes », plutôt que « par des paysans ». Enfin un détour par l'histoire de la langue peut leur montrer que la règle du « masculin qui l'emporte » est un dogme récent, et qu'on sait faire autrement.

*Fenêtres sur cours n°494, novembre 2023

2/3



DANS LA LISTE DE RÉFÉRENCE DES ALBUMS DE CYCLE 3 PUBLIÉE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE SUR EDUSCOL, PLUS DE DEUX TIERS SONT ÉCRITS PAR DES AUTEURS CONTRE UN TIERS PAR DES AUTRICES (43 VS 18).

INGRID VERSCHEURE

est
professeure
des
universités en
sciences de
l'éducation et
de la
formation.

**«DÉCONSTRUIRE
LES NORMES DE
GENRE»****1.****COMMENT SE MANIFESTENT
LES STÉRÉOTYPES DE GENRE
À L'ÉCOLE ?**

À l'occasion d'une recherche-collaborative menée sur plus de dix ans en milieu scolaire, j'ai pu observer qu'ils apparaissent dès la maternelle. Les élèves de PS identifient des « trucs de filles » et des « trucs de garçons » souvent issus des modèles familiaux, à travers les jeux, les couleurs, les vêtements, les activités sportives. Ils transgressent néanmoins volontiers ces normes si un cadre le permet. Avec l'âge, ces stéréotypes se renforcent et les élèves se conforment davantage aux attentes de leur groupe de sexe. Apparaît une ségrégation des pratiques, dans leurs choix d'activités culturelles par exemple, mais aussi dans leur appétence pour certaines disciplines comme les maths, perçues comme masculines, et le français comme féminin.

2.**QUEL RÔLE JOUE L'ÉCOLE
DANS LEUR REPRODUCTION ?**

L'école y contribue de manière souvent implicite et inconsciente. Les enseignantes et enseignants, issus d'une société normée, sont traversés par ces stéréotypes. Cela se traduit par des interactions différenciées usant d'un vocabulaire

genré. Par exemple, « ma petite puce » pour interpeler une fille, ramenée à l'image de la sage élève modèle, « mon grand » pour le garçon supposé actif. De plus, on encourage ou sollicite de manière inégale, davantage les filles pour restituer ou exécuter, les garçons pour réfléchir ou prendre des initiatives. Ainsi, c'est bien souvent une fille qui prend le rôle de secrétaire lors d'une tâche en groupe. Dans les disciplines, les régulations sont souvent différenciées. On aide plus les filles en mathématiques et les garçons en français, en faisant parfois à leur place et au détriment de la construction des savoirs.

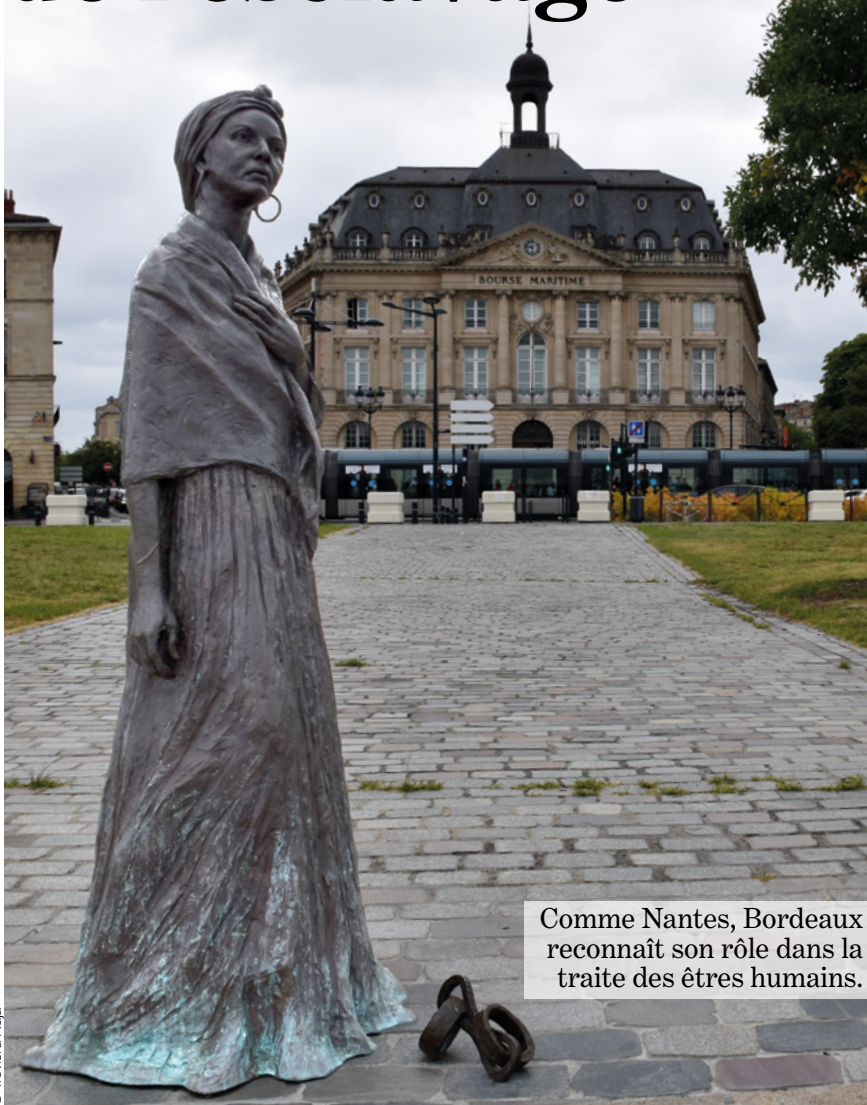
3.**QUELS LEVIERS POUR LES
DÉCONSTRUIRE ?**

D'abord, une double formation au genre et aux contenus didactiques amènerait les enseignantes et enseignants à prendre conscience des biais dans leur pratique et à les corriger en adoptant une posture vigilante. Les PE seraient ainsi en mesure d'ajuster la répartition de la parole, leurs choix de supports de travail, en privilégiant une littérature jeunesse et des manuels avec plus de figures féminines. Ensuite, des dispositifs comme les débats d'inspiration philosophique ou la constitution d'un mur des stéréotypes sur lequel on écrit régulièrement des remarques entendues, permettent aux élèves de faire émerger les préjugés et d'en débattre. Les identifier comme des constructions sociales et non comme des normes naturelles est une réelle avancée. L'organisation de la classe compte aussi. Travailler en groupes mixtes réfléchis avec des tâches diversifiées, voire ponctuellement en non-mixité peut aider à combler les écarts tout en gardant la même exigence pour tout le monde.

Opinion**FACE AU ROMAN
NATIONAL :
POPULARISER
L'HISTOIRE**

L'enseignement de l'histoire revêt « des enjeux forts de connaissance » et fait l'objet de débats pédagogiques avec, entre autres sujets, « le discrédit sur le récit en classe, vu comme le porteur d'un roman national qui nierait la pluralité et ne donnerait pas leur place à ceux dont on ne parle jamais » explique Benoît Falaize. Pour le didacticien en histoire, le récit devrait, « en s'appuyant sur des documents, montrer différents points de vue ». Selon l'historienne Laurence De Cock, cette narration romancée patriotique de la nation constitue « une vision biaisée à dépasser car elle ne prend pas en compte l'histoire sociale, les femmes, l'immigration, les luttes... » Elle propose au contraire d'enseigner une « histoire populaire » ayant pour volonté d'interroger « les rapports de domination en s'appuyant sur la recherche. Une histoire du peuple, pour le peuple, sur des hommes et des femmes ordinaires dans leur quotidien, mais aussi en colère, révoltées... loin du peuple homogène et passif promu par le roman national »

L'histoire sensible de l'esclavage



Comme Nantes, Bordeaux reconnaît son rôle dans la traite des êtres humains.

© Trévières/Neja

Après avoir étudié les grandes découvertes et cartographié le monde, les CMI de l'école des Garennes à Nantes (Loire-Atlantique) étudient le commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine. « C'est l'occasion d'aller vers des sujets sensibles comme l'esclavage et les rapports de domination entre les humains », explique Cécile Nerrière, directrice de l'école et en charge de l'enseignement de l'histoire avec les CMI. « Pour que cela fasse sens, il est important de partir de faits historiques qui se sont déroulés dans la ville dans laquelle les élèves vivent. Si cela ne se voit plus beaucoup aujourd'hui, Nantes a été une

reportage

grande ville portuaire où le commerce, dont celui de la traite des esclaves, lui a permis de s'enrichir. Les quais, les blasons des bateaux au sol ou encore les riches constructions des armateurs en témoignent ». Pour aborder ces sujets, les élèves commencent par visiter le château des Ducs de Bretagne, le musée d'histoire de Nantes, où accompagnés par une conférencière, ils découvrent une partie de l'histoire de leur ville. « L'esclavage est un aspect violent de la colonisation. C'est une partie sombre de notre histoire, il convient de faire attention aux supports que l'on propose aux enfants pour aborder ce sujet sensible sans traumatiser », précise

Cécile. Dans la salle dédiée à la vie des personnes réduites en esclavage, la conférencière les fait s'arrêter sur le plan du navire La Marie Séraphique de Nantes où les personnes sont allongées et entassées les unes contre les autres sur l'entrepont, comme les tonneaux dans la cale du bateau. À l'opposé, des tableaux montrent de riches marchands nantais entourés de sacs de sucre, de chocolat et dégustant du café sur les quais du port. Des situations qui donnent à voir les rapports de domination entre les êtres humains.

COMBATTRE L'INJUSTICE

« Remettre les faits dans le contexte historique est indispensable pour comprendre comment le commerce d'êtres humains a pu avoir lieu et les intérêts qu'il a pu générer ». Pour cette enseignante, « comprendre le passé permet aux élèves de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent. Cela participe à la construction de l'esprit critique et de la citoyenneté ». Questionner l'esclavage, c'est aussi aborder la question du racisme entre individus mais aussi de la part des institutions. Ces questions sensibles étudiées à l'école permettent de lutter contre les préjugés et stéréotypes qui construisent toute forme de racisme. L'enseignante prend aussi soin de mettre en avant ce que les esclaves et leurs descendant-es ont apporté à la culture commune comme la musique jazz ou blues. Des personnages réels ou fictifs à d'autres époques sont aussi étudiés. Des personnes qui par leurs actes donnent à voir les injustices et bousculent les rapports de domination comme Nelson Mandela ou encore Léon, le héros du livre de Walter Tillage. « C'est important de montrer que les injustices ne sont pas une fatalité et qu'il est possible de les combattre ».

TOILE DE L'ÉGALITÉ

Comment permettre d'acquérir des savoirs, d'exister dans la classe singulièrement et collectivement, d'apprendre en confiance ? À travers des points de vigilance comme « employer une langue inclusive » ou « valoriser l'expérience de chaque élève », Isabelle Collet, professeure en sciences de l'éducation, donne grâce à la Toile de l'égalité des outils aux PE pour des pratiques égalitaires. À retrouver sur Toile de l'égalité - unige.ch

Un extrait de *La déclaration des droits des garçons* d'Élisabeth Bami et d'Estelle Billon-Spagnol (Ed. Talents Hauts)

Les garçons comme les filles ont :

~ ARTICLE 1 ~

le droit de pleurer
et de se faire dorloter.



Littérature de jeunesse : les héroïnes sous représentées

« Les filles constituent 38% des personnages héroïques des livres pour enfants, 10% ceux des bandes dessinées », selon une enquête de l'Observatoire des inégalités de 2013. Répondre à ce constat et à la sous-représentation des différentes minorités dans la littérature jeunesse est la principale préoccupation des Éditions Talents Hauts, exprimée dans leur slogan "Bousculer les idées reçues". La littérature doit être attentive aux stéréotypes qui se glissent partout dans les textes comme dans les images, selon l'éditrice Justine Haré*. Elle doit « donner à voir des garçons sensibles, des filles intrépides, les représenter dans toutes leurs variétés : qu'ils ne soient pas forcément minces, blancs, grands ou musclés, qu'il y ait des enfants racisés, gros ou avec un handicap [...] vivants dans des familles pas forcément traditionnelles ».

Proposer des histoires mettant en jeu

des personnages non stéréotypés présentés comme des personnages ordinaires est essentiel pour les enfants qui, comme le dit l'éditrice « s'identifient au héros ou à l'héroïne du livre, ont envie de lui ressembler et l'érigent parfois comme modèle ». En effet, la littérature jeunesse est « un espace de socialisation où l'enfant va, comme à l'école ou dans la sphère familiale, intégrer des normes sociales, construire son identité et son rapport au monde » rappelle la sociologue Sarah Ghelam**. En outre, « l'absence de certains enfants, certaines pratiques et certaines expériences vont avoir des conséquences sur les enfants à qui ces albums sont lus. L'enfant non blanc intégrera qu'il n'est pas important, l'enfant blanc s'habitue à ce que son point de vue soit la norme », dénonce-t-elle.

*Fenêtres sur cours n°494, décembre 2023
**Fenêtres sur cours n°503, mars 2025

CONTRE LES DISCRIMINATIONS : SE RESSOURCER

Inégalités de genres, discriminations, intersectionnalité... La FSU-SNUipp met à disposition des analyses, des références de littérature jeunesse et d'autres outils, pour construire l'égalité.

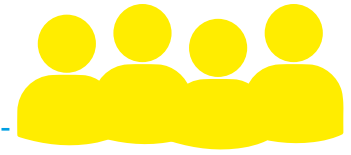


En chiffres

DIFFÉRENCE DE TRAITEMENT

PRÈS DE 15% DES ÉLÈVES IMMIGRÉS OU ENFANTS D'IMMIGRÉS DÉCLARENT AVOIR SUBI UN TRAITEMENT INJUSTE DE LA PART DE LEURS ENSEIGNANT.ES, CONTRE 5% POUR LES ÉLÈVES SANS ASCENDANCE MIGRATOIRE DIRECTE.

Source : PISA 2018



25,3

C'EST LE NOMBRE DE POINTS D'ÉCARTS DE RÉUSSITE ENTRE LES ÉLÈVES DE CM2 EN REP+ ET LES ÉLÈVES HORS ÉDUCATION PRIORITAIRE POUR LA COMPÉTENCE "COMPRENDRE UN TEXTE LU SEUL(E)". IL EST DE 24,3 POUR LA COMPÉTENCE "RÉSOUTRE UN PROBLÈME".

Source : DEPP, 2025

PROGRESSION DU TAUX DE DIPLÔMÉS DU SUPÉRIEUR D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE



Enfants d'immigrés **33%**

5% Leurs parents

Petits-enfants d'immigrés **44%**

21% Leurs parents

Reste de la population **43%**

20% Leurs parents

72,1%

DES ÉLÈVES EN SEGPA ET 80% DES ÉLÈVES EN ULIS SONT ISSUS DE MILIEUX DÉFAVORISÉS

Source : DEPP, 2023

44%

C'EST LE FAIBLE POURCENTAGE DES ENFANTS DES "GENS DU VOYAGE" DE 3 À 5 ANS QUI SONT SCOLARISÉS, IL ATTEINT 82% ENTRE 6 ET 15 ANS. PARMIS LES 18-24 ANS, 84% ONT QUITTÉ L'ÉCOLE AVANT OU JUSTE APRÈS LE COLLÈGE, CONTRE 9% DANS LA POPULATION GÉNÉRALE.

Source : Rapport "Jeunesse et discriminations fondés sur l'origine", Défenseure des droits 2026.

“L'école républicaine produit des normes de classe, de genre et de race”

VOTRE RECHERCHE PORTE SUR LA QUESTION RACIALE DANS LE CHAMP SCOLAIRE, POURQUOI CE CHOIX ?

LAURA FOY : Lorsque j'étais professeure des écoles en éducation prioritaire renforcée à Marseille, j'ai pu observer toute une série de processus de mise en altérité des élèves. Je voulais savoir si c'était un phénomène isolé ou plus généralisé. J'avais en tête Pierre Bourdieu qui expliquait que les établissements scolaires étaient des lieux qui mettaient en présence des gens que tout oppose. J'ai constaté qu'il y avait d'un côté des enseignants et enseignantes blancs ou blanches dotés d'un certain capital culturel et économique et de l'autre, dans des quartiers populaires, des gens qui vivent à ras du seuil de pauvreté, voire en dessous, et qui, pour un certain nombre, ne sont pas de nationalité française. Comment cela se traduit dans la langue et dans les pratiques ordinaires ? Cela m'a amenée à faire une thèse autour de la question de la mise en altérité. Les données récoltées ont montré que le pivot de l'altérité était bien racial.

QU'EST-CE QUE LA RACIALISATION ?

L.F. : C'est l'ensemble des processus mentaux de mise en altérité mais aussi d'infériorisation, de stigmatisation des individus ou des groupes à partir de critères phénotypiques comme la couleur de peau par exemple. Mais cela peut-être aussi des critères qualifiés d'éthniques : culturels ou religieux. Le fait d'être musulman est un des pivots de la



BIO

Laura Foy est chercheure au laboratoire EDA et enseignante à l'Inspé de la Sorbonne. Elle est l'auteurice d'une thèse intitulée *Quand la race fait école : place et rôle de la race dans l'activité professionnelle des enseignant-es des territoires hyper-paupérisés*.

“La racialisation est très fortement articulée à la difficulté professionnelle.”

mise en altérité, avoir un nom ou un prénom qui appartient au stock patronymique majoritaire ou minoritaire également, etc...

VOUS AFFIRMEZ QU'IL Y A UNE RACIALISATION ORDINAIRE À L'ÉCOLE, EN QUOI CELA CONSISTE ?

L.F. : C'est le fait de signifier l'altérité raciale des élèves dans les pratiques professionnelles. Je ne parle pas de personnes racistes parce que cela résumerait le racisme à une intention mais

j'observe des pratiques et des mécanismes qui conduisent à une racialisation des publics. Les enseignantes et enseignants sont sincèrement convaincus d'être antiracistes, et d'ailleurs, le sont régulièrement. Mais l'école n'est pas un sanctuaire, elle n'est pas imperméable

à tous les rapports de domination qui structurent l'ensemble du monde social. Si l'on prend le racisme comme un rapport de domination inégalitaire et aussi comme une norme, le corps enseignant en est pétri et le reproduit, non pas dans le but d'exclure des élèves, ni de les stigmatiser mais parce qu'il est de manière inconsciente intégré aux routines professionnelles. La difficulté ou l'échec scolaire sont souvent racialisés. Il y a, par exemple, un regard spécifique porté sur la difficulté scolaire des élèves perçus comme turcs ou kurdes avec un discours très rationalisé des enseignants et enseignantes qui expliquent que les personnes turques ou kurdes vivent leur présence sur le territoire français comme transitoire, qu'elles n'apprennent pas la langue française et ne la transmettent pas à leurs enfants parce que cela signifierait un exil définitif. Il y a aussi une infériorisation des langues parlées à la maison en em-

ployant le terme de dialecte familial au lieu de langue familiale. Il y a également, par exemple, une perception très inéiste de l'absentéisme des élèves perçus comme gitans ou roms. Une naturalisation de l'absentéisme qui évacue complètement la question des conditions matérielles d'existence ou la possibilité de la phobie scolaire chez ces enfants.

QUELLES CONSÉQUENCES SUR LES ÉLÈVES ? LES FAMILLES ?

L.F. : Pour les élèves, une privation de l'offre éducative et des parcours scolaires différenciés. La racialisation de la difficulté scolaire de manière générale fait qu'on tente moins d'y remédier en classe, qu'on externalise davantage. Il y a aussi des effets sur la gestion des comportements des élèves et du désordre scolaire qui sont eux aussi racialisés. Pour les familles, qui ne sont pas aveugles au racisme et au traitement différencié dont font l'objet leurs enfants, cela crée de la défiance et de la soumission vis-à-vis de l'école. Il y a un rapport de pouvoir inégalitaire très explicitement perçu par les familles avec une crainte des conséquences que pourraient avoir leurs revendications sur leurs enfants. Les ressources et les pratiques parentales ne sont ni reconnues ni valorisées. Les parents ne se sentant pas très considérés par l'école vont donc moins parler de leurs difficultés en général, ni de la difficulté à accompagner la scolarité de leurs enfants. La peur de l'information préoccupante est centrale.

VOUS AVEZ UNE APPROCHE INTERSECTIONNELLE DANS L'ANALYSE DU SYSTÈME ÉDUCATIF, EN QUOI CELA CONSISTE-T-IL ? QU'EST-CE QUE L'INTERSECTIONNALITÉ ?

L.F. : Un individu n'a pas qu'une seule caractéristique sociale. Il n'est pas que blanc ou racisé, que riche ou pauvre, qu'un homme ou une femme mais tout ça en même temps. Les rapports de domination s'articulent de manière complexe et ne s'additionnent pas nécessairement. L'approche intersectionnelle permet de voir comment ces rap-

ports de domination s'articulent de manière spécifique en fonction des situations d'interaction. À l'école, il y a un premier rapport de domination qui est le rapport d'âge, des enfants face à des adultes. Le deuxième est le rapport statutaire des enseignantes et enseignants, représentants de l'État face à au public élèves, familles. Ensuite, il y a, en éducation prioritaire, un rapport de race, de classe et des rapports de genre. Par exemple, les pères ne sont pas perçus comme les mères, ce qui va avoir un effet sur les interactions des enseignants et enseignantes avec les parents selon qui ils sont. La variable genre et race va avoir aussi un effet sur la manière de percevoir le désordre scolaire. L'archétype de l'élève perturbateur est un gar-

“Prendre conscience de ses pratiques et mettre en place des pédagogies égalitaires”

çon pauvre et racisé et non une fille. Toutes ces représentations sont des biais qui vont avoir des effets sur la manière dont on se représente les élèves et donc sur comment on agit avec elles et eux. La question religieuse est aussi très prégnante. Quand une famille est perçue comme très pratiquante, il y a toute une série de stéréotypes qui vont entrer en jeu : la peur de la radicalisation, la suspicion d'atteinte à la laïcité qui vont donner lieu à une prise en charge un peu plus sévère et plus institutionnelle que si c'était une famille perçue comme moins pratiquante.

COMMENT EXPLIQUER LA PRODUCTION DE DISCRIMINATIONS RACISTES PAR L'ÉCOLE ALORS QU'ELLE SE DONNE POUR MISSION DE LUTTER CONTRE ?

L.F. : L'école a un idéal républicain d'égalité entre les individus et se donne

pour mission de lutter contre les discriminations mais, dans le même temps, elle produit des normes de classe, de genre et de race qui elles-mêmes au niveau local produisent de la mise en altérité raciale. Sur la question de la laïcité par exemple, comment fait-on pour savoir ce qu'est une abaya ? Une abaya est une robe longue à manches longues. Si une jeune fille blonde se prénommant Céleste porte ce type de vêtement, est-ce que cela sera interprété comme portant une abaya ? C'est peu probable. En fait, pour identifier une abaya, on regarde la fille qui est à l'intérieur. Même chose pour un bandeau, est-ce qu'on le considère comme un symbole féministe ou religieux ? Là encore, la fille, son nom de famille ou encore l'idée qu'on se fait de sa religion vont influencer notre point de vue.

COMMENT CHANGER LA DONNE ?

L.F. : L'école n'est pas un monde où le racisme n'existe pas, c'est très important de le garder en tête parce que c'est ce qui, pendant longtemps, a empêché de penser ces rapports-là au sein de l'école ou alors de les penser de manière très partielle en disant que le racisme est quelque chose d'extérieur à l'école, importé par les élèves ou éventuellement les familles, les enseignantes et enseignants faisant office de rempart républicain. Il y a un véritable enjeu de formation afin de prendre conscience de ses pratiques et de mettre en place des pédagogies égalitaires. Apprendre à observer la racialisation ordinaire comme on a appris à observer le sexisme ordinaire. Il faut aussi faire preuve d'exigences intellectuelles en refusant les explications un peu trop simplistes. La racialisation est aussi très fortement articulée à la difficulté professionnelle et fonctionne comme une stratégie d'externalisation de la difficulté professionnelle. Il faut donc donner à l'école les moyens de fonctionner pour réellement lutter contre la difficulté scolaire. Il serait également intéressant d'avoir des statistiques ethniques pour montrer que les établissements les plus dégradés, les plus paupérisés sont aussi ceux dans lesquels sont concentrés les élèves racisés.

À l'école de l'égalité

vers une culture commune



JE ME
SYNDIQUE!



66% du montant de la cotisation remboursés sous forme de déduction fiscale ou de crédit d'impôt.

l'école
c'est **NOUS!**